

Arrêté fédéral relatif à la réalisation et au financement des projets d'infrastructure des transports publics

du 20 mars 1998¹

La constitution est modifiée comme suit:

Dispositions transitoires

Art. 21, 9^e al.

⁹ Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et a effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 19 décembre 1997² relative à une redevance sur le trafic des poids lourds.

Art. 24³

¹ Les grands projets ferroviaires comprennent la nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes (NLFA), RAIL 2000, le raccordement de la Suisse orientale et occidentale au réseau européen des trains à haute performance et l'amélioration, au moyen de mesures actives et passives, de la protection contre le bruit le long des voies ferrées.

² Pour financer les grands projets ferroviaires, le Conseil fédéral peut:

- a. jusqu'à l'entrée en vigueur de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations ou à la consommation prévue à l'article 36^{quater}, utiliser le produit total de la redevance forfaitaire sur les poids lourds prévue à l'article 21 des dispositions transitoires et à cet effet augmenter le taux de la redevance de 100 pour cent au plus;
- b. utiliser deux tiers au plus du produit de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations ou à la consommation prévue à l'article 36^{quater};
- c. utiliser les fonds provenant de l'impôt sur les huiles minérales prévu à l'article 36^{ter}, 1^{er} alinéa, lettre c, pour couvrir à raison de 25 pour cent les coûts occasionnés par les lignes de base de la NLFA;
- d. prélever des fonds sur le marché des capitaux, jusqu'à concurrence de 25 pour cent au plus des coûts occasionnés par les projets de la NLFA, RAIL 2000 et le

¹ FF **1998** 1155

² RS . . . ; RO . . . (FF **1997** IV 1414)

³ L'arrêté fédéral demandait d'introduire un article 23 dans les dispositions transitoires de la constitution. Depuis lors, le peuple et les cantons, à l'occasion de la votation populaire du 7 juin 1998, ont déjà complété les dispositions transitoires par un article 23 instituant des mesures visant à équilibrer le budget (cf. RO **1998** 2031). Le présent arrêté fédéral n'abroge pas les mesures visant à équilibrer le budget. Ainsi, la nouvelle disposition constitutionnelle sera-t-elle insérée comme article 24 dans les dispositions transitoires de la constitution (cf. aussi RO **1998** 2031, note 2; l'initiative populaire «pour la 10^e révision de l'AVS sans relèvement de l'âge de la retraite» a été rejetée lors de la votation populaire du 27 septembre 1998, cf. FF **1998** 4852).

raccordement de la Suisse orientale et occidentale au réseau européen des trains à haute performance;

- e. relever de 0,1 point tous les taux de l'impôt sur la valeur ajoutée (y compris le supplément) prévus à l'article 8 des dispositions transitoires et fixés selon l'article 41^{er} de la constitution et l'article 8^{er} des dispositions transitoires;
- f. faire appel aux possibilités d'un financement complémentaire privé ou réalisé grâce à des organisations internationales.

³ Le financement des grands projets ferroviaires mentionnés au 1^{er} alinéa est assuré par un fonds juridiquement dépendant de la Confédération et doté d'une comptabilité propre. Les ressources provenant des redevances et impôts mentionnés au 2^e alinéa sont comptabilisées dans le compte financier de la Confédération et versées au fonds durant la même année. La Confédération peut accorder des avances au fonds. L'Assemblée fédérale édicte le règlement du fonds sous la forme d'un arrêté fédéral de portée générale non sujet au référendum.

⁴ Les quatre grands projets ferroviaires mentionnés au 1^{er} alinéa sont régis par des arrêtés fédéraux de portée générale. La nécessité de chaque grand projet doit être globalement établie, de même que l'état d'avancement de sa planification. Dans le cadre du projet de la NLFA, les différentes phases de la construction doivent figurer dans l'arrêté fédéral de portée générale. L'Assemblée fédérale alloue les fonds nécessaires par des crédits d'engagement. Le Conseil fédéral approuve les étapes de construction et détermine le calendrier.

⁵ Le présent article est applicable jusqu'à l'achèvement des travaux de construction et du financement (remboursement des avances) des grands projets ferroviaires mentionnés au 1^{er} alinéa.

⁶ L'article 21, 7^e alinéa, des dispositions transitoires de la constitution est abrogé.

Résultat de la votation populaire et entrée en vigueur

¹ La présente modification de la constitution a été acceptée par le peuple et les cantons le 29 novembre 1998.⁴

² Conformément à l'article 15, 3^e alinéa, de la loi fédérale sur les droits politiques⁵, elle est entrée en vigueur le 29 novembre 1998.

22 janvier 1999

Chancellerie fédérale

4045

⁴ FF 1999 963

⁵ RS 161.1